

GIGANTESQUE GLISSEMENT DE TERRAIN EN AFGHANISTAN

300 morts, un village transformé en cimetière

Quelque trois cents personnes ont péri dans les glissements de terrain qui ont transformé un village du nord-est de l'Afghanistan en vaste «cimetière», ont annoncé samedi les autorités locales en signalant la fin des opérations visant à retrouver d'éventuels survivants.

«Nous avons une liste de 300 morts confirmés», a déclaré à des journalistes

Shah Waliullah Adeeb, le gouverneur du Badakhshan, où s'est produite la catastrophe, alors que la mission de l'ONU en Afghanistan (Unama) avait fait état vendredi soir d'au moins 350 morts.

M. Adeeb lui-même avait dans un premier temps estimé que «2 500 personnes pourraient avoir trouvé la mort».

«Les premiers chiffres qui avaient été annoncés avaient été établis sur la base de témoignages, et non par notre équipe technique. Nous pensons que le bilan humain ne dépassera pas les 500 morts», a précisé à l'AFP le vice-gouverneur, Mohammad Bedar.

La catastrophe est survenue vendredi dans le district d'Argo de la province du Badakhshan, région pauvre et montagneuse frontalière du Tadjikistan, de la Chine et du Pakistan, et relativement épargnée par les violences des insurgés talibans. A la suite de pluies torrentielles, un torrent de boue et de pierres a coulé le long d'une vallée encaissée, touchant principalement le village d'Aab Bareek où vivent plusieurs centaines de familles. Sur place, des centaines de personnes, abasourdis par l'étendue du désastre, erraient à proximité des ruines de leurs maisons, a constaté un correspondant de l'AFP.

«J'ai perdu ma sœur, ma maison a été partiellement détruite. Il est devenu quasiment impossible d'extraire les victimes des débris. Les gens ont décidé de prier et de faire de cet endroit un cimetière», a dit Noor Mohammad, 45 ans.

Toute la matinée, armées de pelles, des équipes de secours avaient creusé désespérément parmi les décombres de quelque 300 maisons détruites pour retrouver des victimes prises au piège, une tâche titanesque en raison des tonnes de terre et de pierres qui se sont abattues sur les fragiles habitations.

Mais les autorités locales ont signalé en milieu d'après-midi la fin des recherches.

«Nous ne pouvons pas poursuivre les opérations de recherche et de sauvetage (d'éventuels survivants), les habitations étant ensevelies sous des mètres et des mètres de terre», a dit le gouverneur. Les glissements de terrain ont fait au moins 4.000 déplacés, selon la mission de l'ONU, et leur prise en charge est désormais la priorité des autorités. «Il y a 700 familles qui ont un besoin urgent d'aide», a souligné le gouverneur. Certaines d'entre elles ont pu trouver refuge dans un village voisin, où elles ont reçu des tentes et des couvertures, en nombre toutefois insuffisant. Une équipe du Programme alimentaire mondial (PAM) «s'est rendue sur place» pour distribuer des rations alimentaires, a déclaré à l'AFP Wahidullah Amani, un porte-parole de l'organisation. Selon le vice-gouverneur, «le village a été frappé par deux glissements de terrain en l'espace d'une heure». Le premier a touché principalement «des villageois qui se trouvaient dans deux mosquées du village pour la prière du vendredi», le deuxième «frappant ceux qui étaient venus les secourir».

«Nous étions à la maison quand le premier glissement de terrain est arrivé. Nous sommes



Photos : DR.

tout de suite sortis mais mon mari et mon fils y étaient encore quand le deuxième a frappé notre maison», a expliqué, en pleurs, Gul Bibi, une femme de 50 ans.

«Nous ne savons pas ce qui leur est arrivé, nous sommes effondrés», a-t-elle ajouté.

Réagissant à la catastrophe, le chef de l'Etat afghan Hamid Karzaï a exprimé «sa profonde tristesse» et indiqué que les drapeaux seraient mis en berne dimanche à l'occasion d'une journée de «deuil national» destinée à rendre hommage aux victimes, selon un communiqué de la présidence. Une délégation de hauts respon-

sables gouvernementaux menée par le deuxième vice-président afghan, Karim Khalili, a par ailleurs procédé dans la journée à une évaluation des besoins. A Washington, le président Barack Obama a évoqué une «terrible tragédie» et assuré que les Etats-Unis étaient «prêts à aider» les autorités afghanes à «faire face à cette catastrophe».

Ce drame survient une semaine après des crues subites qui ont fait une centaine de morts dans le nord de ce pays déchiré par trois décennies de guerre et qui figure parmi les plus pauvres du monde.

ÉGYPTE

La campagne électorale s'ouvre sur fond de nouveaux attentats

L'ancien chef de l'armée Abdel Fatah al-Sissi, archi-favori de la présidentielle, a promis samedi à l'Égypte «stabilité, sécurité et espoir» à l'ouverture officielle de la campagne, sur fond de violences et de répression des islamistes.

Cette campagne doit s'achever le 23 mai, et le scrutin est prévu les 26 et 27 mai, pour doter le plus peuplé des pays arabes d'un nouveau président, onze mois après l'éviction par M. Sissi du premier chef d'Etat du pays élu démocratiquement, l'islamiste Mohamed Morsi.

Depuis cette destitution le 3 juillet, les Frères musulmans de M. Morsi, première force politique organisée du pays, subissent une répression impitoyable.

L'unique rival de M. Sissi, Hamdeen Sabbahi, une figure de la gauche laïque qui dit incarner les idéaux de la révolte de 2011 ayant chassé le président Hosni Moubarak, était arrivé troisième à la présidentielle de 2012, remportée par M. Morsi.

Lors d'un meeting samedi à Assiout (sud), il a dénoncé une poursuite des «politiques menées sous Moubarak»et affirmé vouloir «changer les politiques de corruption et de tyrannie et de pauvreté».

Sa campagne peine cependant à peser face aux médias publics comme privés acquis à

M. Sissi, et son équipe affirme avoir été attaquée physiquement plusieurs fois.

Dans tous les cas, les chances de M. Sabbahi apparaissent nulles face à M. Sissi, porté aux nues après avoir annoncé, alors qu'il était à la tête de la toute-puissante armée, la destitution de M. Morsi.

Il avait alors invoqué les millions d'Égyptiens descendus dans la rue pour réclamer le départ de M. Morsi, accusé d'accaparer le pouvoir au profit des Frères musulmans et de vouloir islamiser de force la société.

«Je promets de travailler dur, et j'appelle chacun à assumer ses responsabilités avec moi», a lancé M. Sissi samedi sur Twitter. «Par notre volonté et nos capacités, nous obtiendrons stabilité, sécurité et espoir».

Dans une interview accordée plus tard à des journalistes, il a pleuré en évoquant des messages qu'il dit avoir reçus de gens pauvres, selon le site internet du quotidien officiel *al-Ahram*. «Il a dit avoir reçu des messages de gens qui n'ont

pas de quoi manger mais qui disent accepter leur sort pour lui», selon *al-Ahram*.

M. Sissi est vu comme celui qui saura rétablir la sécurité dans le pays, théâtre de violences meurtrières quasi quotidiennes.

Vendredi encore, quatre personnes ont été tuées dans les violences, dont un policier tué par une bombe au Caire et un soldat tué par un kamikaze dans la péninsule du Sinaï.

Depuis juillet, les forces de l'ordre sont la cible d'attentats qui ont fait quelque 500 morts selon le gouvernement intérimaire mis en place par l'armée.

Et même si ces attaques ont été revendiquées par des mouvements jihadistes disant agir en représailles à la répression des pro-Morsi, le gouvernement les attribue aux Frères musulmans, décrétés «organisation terroriste».

Quant à la répression menée contre les islamistes, elle a coûté la vie à plus de 1 400 personnes, en majorité des manifestants, et mené à la détention de plus de 15 000 autres, selon des ONG. De plus, des tribunaux ont ces derniers mois condamné à mort des centaines d'islamistes présumés de manière expéditive, dans ce

que l'ONU a dénoncé comme des «procès de masse sans précédent dans l'Histoire récente».

Samedi encore, un tribunal du Caire a condamné 102 pro-Morsi à 10 ans de prison pour des manifestations violentes, selon la télévision d'Etat.

Par ailleurs, lors d'une audience du procès des journalistes d'Al-Jazeera, accusés de soutien aux islamistes, Peter Grete, un prévenu australien emprisonné depuis plus de quatre mois, a dénoncé une «immense injustice», le jour où est célébrée la Journée mondiale de la presse.

Outre les islamistes, le pouvoir intérimaire s'en est pris aussi aux militants de la contestation libérale et laïque, inquiets d'un retour en force des militaires au sommet de l'Etat.

Les limites posées au droit de manifester puis la condamnation de jeunes leaders laïques de la révolte de 2011, font désormais redouter l'avènement d'un régime plus autoritaire que celui de Moubarak. M. Sissi n'a encore pas dévoilé son programme pour un pays plongé dans la crise économique. Il doit donner lundi sa première interview télévisée depuis des mois.

UKRAINE

Larmes et colère à Odessa

Les fleurs s'amoncelaient et les esprits s'échauffaient hier au pied de l'immeuble de pierre à Odessa où des dizaines de pro-Russes ont péri la veille dans un incendie provoqué par des affrontements avec des partisans de l'Ukraine unie.

Le bilan exact du seul incendie n'est pas connu: selon la police locale, 42 personnes au total sont mortes vendredi dont plusieurs lors des violents affrontements qui ont précédé le sinistre.

Sous un chaud soleil de printemps, plusieurs milliers de personnes, majoritairement hostiles au pouvoir de Kiev, se sont rassemblées sur la place Koulikove Pole à la mi-journée pour rendre hommage aux victimes et crier leur colère.

«Oui, je suis russe ! Je suis vraiment russe, alors arrêtez-moi si vous voulez ! Vous ne m'empêchez pas de dire qu'ils ont été assassinés» crie sous le nez de dizaines de policiers en tenue anti-émeute Elena Petrova, 53 ans, les yeux brillants de rage.

Plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre cernent le bâtiment aux vitres cassées, façades noircies, portes et fenêtres défoncées. Sur l'avant, un échafaudage de fortune monté pour tenter d'offrir une échappatoire aux prisonniers des flammes et de la fumée se dégageait

encore sur place. A côté, des lames de stores ont été nouées depuis une fenêtre du troisième étage et pendent encore dans le vide, corde de survie improvisée.

«On a tué nos jeunes. Ils les traitent de terroristes mais c'est faux», sanglote Elena. «C'étaient de jeunes gens ordinaires. Ils sont morts ici pour nous. On ne pardonnera jamais, c'est impossible».

Un autel de fortune a été installé devant la grande bâtisse de quatre étages à l'architecture monumentale, plantée dans un grand parc proche du centre-ville. Des fleurs et des cierges s'y accumulaient à côté de photos historiques, notamment celle, fameuse, du drapeau soviétique planté sur le Reichstag le 2 mai 1945. «Vous êtes des héros morts pour une noble cause. Vous triompherez» proclame une affichette. La moindre parole en faveur de Kiev attire les cris et les insultes, surtout entre femmes, qui en viennent parfois aux mains avant d'être séparées. Olga, une historienne de

31 ans qui n'accepte de révéler que son prénom, tente de dire: «il y avait beaucoup de Russes venus de Russie dans ce bâtiment, pas beaucoup de gens d'ici» quand elle est prise à partie, bousculée, insultée. Elle s'éloigne. La seule chose sur laquelle tous s'accordent est l'incompréhensible délai d'au moins une heure, selon des témoins, mis par les pompiers pour intervenir et éteindre un incendie qui à l'origine était limité à quelques pièces.

Bogdan, 40 ans, assure avoir assisté à l'enchaînement des événements, qui ont commencé par une manifestation pro-ukrainienne dans le centre-ville, se sont poursuivis par des affrontements entre les deux camps avant que les pro-Russes ne se réfugient dans la Maison des Syndicats qui est alors attaquée à coups de cocktails Molotov.

«La caserne des pompiers est à moins d'un kilomètre d'ici. L'immeuble est accessible de tous les côtés. Les pompiers ne sont pas arrivés avant au moins une heure. Il faudra qu'on nous explique pourquoi. Je n'étais pas d'accord avec ces pro-Russes, mais ils n'auraient jamais dû mourir», dit-

il. «C'est pareil pour la police: ils étaient trop peu nombreux, n'ont rien fait pour s'interposer. C'est un scandale. Ce gouvernement à Kiev est responsable. Devant l'entrée calcinée où flotte encore une forte odeur de brûlé, la foule se presse contre le barrage de police. «Laissez-nous entrer ! Honte ! Honte ! Assassins ! Russie ! Russie !» crient certains. Un orateur monte sur le perron, tente de calmer les esprits. Sa voix est couverte par les insultes:

«Qui es-tu pour parler ? Honte sur toi aussi !» lui crie une babouchka, le poing tendu.

Une vieille femme édentée, en larmes, marche tel un automate en tenant à deux mains sur sa poitrine une feuille de papier sur laquelle elle a écrit en lettres capitales : «Les Etats-Unis sont les vrais tueurs».

Le visage fermé sous de grandes lunettes noires, un jeune homme fend la foule et se précipite sur le ruban bleu et jaune, couleurs de l'Ukraine, qui lie le bouquet de fleurs qu'une femme vient de déposer. Il le dénoue, le jette, le piétine. «Ce sont eux, ces fascistes qui ont fait ça... Et je ne dirai rien de plus» lâche-t-il entre ses dents.